

## Boris Vallaud : « Les annonces du Premier ministre permettent d'envisager la non-censure »

Le président des députés socialistes se satisfait des compromis trouvés avec Sébastien Lecornu sur le budget. Il ne voit pas d'autre scénario que l'usage de l'article 49.3.

Par Pierre Maurer et Ludwig Gallet

Le 18 janvier 2026 à 19h40



Boris Vallaud est fermement opposé aux ordonnances, qui «en plus d'être une brutalité faite au Parlement, ne garantissent aucun compromis et aucune stabilité». LP/Olivier Corsan

Boris Vallaud voit enfin la lumière au bout du tunnel. Après les annonces, vendredi soir, de [Sébastien Lecornu](#), le président des députés socialistes estime que les négociations avec le gouvernement ont bien avancé sur le budget et que les socialistes ont obtenu des garanties. Son groupe se dirige donc vers une non-censure si le gouvernement utilise l'article 49.3 de la Constitution.

## **Le gouvernement vous a accordé la plupart de vos revendications. La France aura donc un budget ?**

**BORIS VALLAUD.** Nous avons été constants depuis l'été dans notre désir de trouver des compromis. [Les discussions ont été difficiles](#), âpres. C'est un rapport de force, un bras de fer que nous avons mené comme opposition face au gouvernement.

## **Vous avez chiffré ces concessions ?**

Nous avons épargné aux Français neuf milliards d'euros d'économies qui auraient été faites sur leur dos sur les deux textes budgétaires.

## **Qu'avez-vous obtenu ?**

Pour ce qui est du budget de l'État, [la fin de l'année blanche](#), le dégel du barème de l'impôt sur le revenu. Un peu plus de trois millions de travailleurs aux revenus modestes vont aussi voir leur [pouvoir d'achat](#) augmenter de 50 euros nets par mois. Soit 600 euros par an. Nous avons ensuite desserré l'étau sur le logement social, dégelé les bourses étudiantes, les APL, obtenu le repas étudiant à un euro, ainsi que des garanties sur le dispositif Ma Prime Renov'et le Fonds vert.

## **Vous réclamiez huit milliards d'euros sur la surtaxe d'impôts sur les sociétés. Avez-vous obtenu gain de cause ?**

Nous voulons maintenir ce qui a été la règle l'année dernière, c'est-à-dire les 8 milliards d'euros de surtaxe pour les 400 plus grosses entreprises françaises. À lire les déclarations de la ministre des Comptes publics et sur la base de nos discussions, je comprends que rien ne changera entre 2025 et 2026. Tant mieux.

## **Attendez-vous de nouvelles concessions ?**

Nous demandions le rétablissement de [l'impôt sur la fortune immobilière](#) (IFI), supprimé au Sénat, et [la taxation des holdings](#). Ce que nous avons obtenu d'une main, nous ne voulons pas que le gouvernement le reprenne de l'autre. Nous continuons à demander cette assurance. Nous avons par ailleurs besoin de précisions sur les crédits Outre-mer, où les besoins sont immenses.

### **Sébastien Lecornu peut donc se projeter à Matignon ?**

Le Premier ministre a fait des annonces qui vont dans le bon sens et permettent d'envisager la non-censure du budget ; dans un contexte national préoccupant pour nos concitoyens, pour nos entreprises, pour la transition écologique, pour nos collectivités locales, et très instable au plan international, c'est important.

### **Finalement, vous auriez pu voter ce budget ?**

Non. Ce budget n'est pas le nôtre. Mais dans cette Assemblée sans majorité, nous ne nous sommes pas assigné d'autres missions depuis trois mois que celle d'être utile tout de suite aux Françaises et Français. Ceux qui ne se sont jamais engagés avec loyauté dans le débat parlementaire, et en ont même parfois refusé le principe, ne l'ont pas été.

### **Comment Lecornu doit conclure cette séquence budgétaire ?**

Je veux que la décision finale revienne au Parlement, sur la base d'un compromis. [Le 49.3 est un outil entre les mains du Premier ministre](#). Le recours aux ordonnances serait en revanche un précédent démocratique dangereux et un pari politique aventureux. J'y suis opposé, comme les députés socialistes.

### **Donc, vous demandez au Premier ministre d'utiliser le 49.3 ?**

Non, je ne demande rien. Ne nous trompons pas de responsabilités. Si d'autres que nous avaient joué le jeu, il y aurait pu avoir, dans des formes classiques, un vote à l'Assemblée nationale. Mais pour obtenir des compromis, il faut en accepter le principe. On a fait la démonstration que c'était possible au moment du projet de loi sur la Sécurité sociale (*PLFSS*).

### **Pourquoi exclure les ordonnances ?**

En plus d'être une brutalité faite au Parlement, les ordonnances ne garantissent aucun compromis et aucune stabilité. Elles nous renverraient au projet initial du gouvernement, que tout le monde réprouve et que nous contestons avec force. Il serait adopté, nous renvoyant à une hypothétique loi de finances rectificative. Ce n'est pas possible.

### **Vous dites à votre groupe qu'il ne faut pas censurer ce gouvernement ?**

C'est la discussion que nous avons déjà eue, que nous aurons encore avec les députés mardi dans la réunion de groupe sur la base de la copie finale que nous demandons au gouvernement. Ils sont tenus informés de tout et considèrent comme moi que nous allons dans le bon sens.

### **Vos députés respecteront la consigne ?**

L'unité du groupe, depuis que je suis président, est toujours le fruit d'une construction, d'un débat permanent, d'une transparence complète. Et quand je m'engage, je m'engage toujours au nom des députés socialistes et de ce que nous avons réussi à construire ensemble.

### **Craignez-vous que les sénateurs prolongent les débats ?**

Il y a encore des discussions avec la droite sénatoriale qui porte une responsabilité importante. Je crois à l'esprit de responsabilité. Et le dernier mot, quoi qu'il en soit, appartient à l'Assemblée nationale.

**Manuel Bompard, le coordinateur de LFI, affirme que vous avez « rejoint les rangs de la coalition Macron ». Que lui répondez-vous ?**

Je suis un opposant de la première heure à la politique d'Emmanuel Macron, mes électeurs le savent. Mais je dis à Manuel Bompard que nous avons été utiles aux Français là où il aura été un commentateur du débat parlementaire.